

Bry-sur-Marne – Champigny-sur-Marne – Charenton-le-Pont – Fontenay-sous-Bois – Joinville-le-Pont – Le Perreux-sur-Marne – Maisons-Alfort – Nogent-sur-Marne – Saint-Mandé-Saint-Maur-des-Fossés-Saint-Maurice-Villiers-sur-Marne-Vincennes-

# ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL Paris Est Marne & Bois EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS **DU 14 OCTOBRE 2025** SOUS LA PRESIDENCE D'OLIVIER CAPITANIO

DC 2025-188

OBJET : Protection sociale complémentaire en matière de prévoyance et complémentaire santé

Membres en exercice	90
Présents titulaires	64
Ne prend pas part au vote	0
Représentés	18
Absents	8

Votants	82
Abstention	0
Suffrages exprimés	82
Pour	82
Contre	0

Sophie AMAR, Charles ASLANGUL, Thierry BARNOYER, Jean-Philippe BEGAT, Jacqueline BENHAMED, Jacques Alain BENISTI, Éric BENSOUSSAN, Quentin BERNIER-GRAVAT, Thomas BERRUEZO, Marie-Laurence BEYO, Valérie BIGAGLI, Bruno BORDIER, Rodolphe CAMBRESY, Geneviève CARPE, Brigitte CHAMBRE-MARTIN, Stéphane CHAULIEU, Olivier CAPITANIO, Véronique CHEVILLARD, Florence CROCHETON-BOYER, Jean-Paul DAVID, Pierre-Michel DELECROIX, Michel DESTOUCHES, Olivier DOSNE, Carole DRAI, Philippe DUBUS, Michel DUVAUDIER, Monique FACCHINI, Téo FAURE, Delphine FENASSE, Dorine FUMEE, Bernard GAUDIERE, Jean-Philippe GAUTRAIS, Brigitte GAUVAIN, Hervé GICQUEL, Gilles HAGEGE, Catherine HERVÉ, Florence HOUDOT, Laurent JEANNE, Anne KLOPP, Pierre LEBEAU, Nadia LECUYER, Philippe LHOSTE, Charlotte LIBERT, Anne-Marie MAFFRE-BOUCLET, Bénédicte MARETHEU, Céline MARTIN, Jacques J.P. MARTIN, Pierre MIROUDOT, Pascale MOORTGAT, Déborah MUNZER, Catherine MUSSOTTE-GUEDJ, Michel OUDINET, Mary France PARRAIN, Pierre PELLÉ, Philippe PEREIRA, Tatiana SAUSSEREAU, Igor SEMO, Virginie TOLLARD, Pascal TURANO, Céline VERCELLONI, Yann VIGUIE, Jacqueline VISCARDI, Annick VOISIN, Julien WEIL.

Sylvain BERRIOS représenté par Pierre-Michel DELECROIX, Eveline BESNARD représentée par Florence CROCHETON-BOYER, Jean-Marc BRETON représenté par Pascale MOORTGAT, Adrien CAILLEREZ représenté par Jacqueline VISCARDI, Christian CAMBON représenté par Igor SEMO, Gilles CARREZ représenté par Florence HOUDOT, Sylvie CHARDIN représentée par Céline VERCELLONI, Benoît GAILHAC représenté par Pierre MIROUDOT, Aurélia GIRARD représentée par Bruno BORDIER, Pierre GUILLARD représenté par Carole DRAI, Michel HERBILLON représenté par Olivier CAPITANIO, Laurent LAFON représenté par Charlotte LIBERT, Marc MEDINA représenté par Julien WEIL, Samuel MULLER représenté par Quentin BERNIER-GRAVAT, Karine PEREZ représentée par Catherine HERVÉ, Germain ROESCH représenté par Nadia LECUYER, Christel ROYER représentée par Bénédicte MARETHEU, Aurore THIROUX représentée par Jacqueline BENHAMED.

Caroline ADOMO, Jean-Luc CADEDDU, Agnès CARPENTIER, Pierre CHARDON, Nicolas DAUMONT-LEROUX, Christian FAUTRE, Nassim LACHELACHE, Florentine RAFFARD.

Accusé de réception en préfecture 094-200057941-20251016-DC2025-188-DE Date de télétransmission : 16/10/2025 Date de réception préfecture : 16/10/2025

## CONSEIL DU TERRITOIRE DE PARIS EST MARNE & BOIS

#### SEANCE DU 14 OCTOBRE 2025

OBJET : Protection sociale complémentaire en matière de prévoyance et complémentaire santé

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-7 et L.827-8,

VU l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'accord national du 11 juillet 2023 sur la protection sociale complémentaire,

VU la délibération DC2025-145 du 7 juillet 2025 sur l'accord collectif relatif à la protection sociale complémentaire en matière de prévoyance et complémentaire santé,

VU la décision de la Commission d'Appel d'Offres, en date du 10 juillet 2025, attribuant le marché d'assurances complémentaire santé et prévoyance au profit de la MNT,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial le 7 octobre 2025,

## **DELIBERE**

### ARTICLE 1:

ADHERE au contrat collectif avec la MNT pour le risque « santé » et « prévoyance » à compter du 1er janvier 2026

# ARTICLE 2:

AUTORISE Monsieur Le Président à signer les contrats et tous les documents utiles avec la MNT pour le risque santé et prévoyance.

### ARTICLE 3:

FIXE le montant de la participation financière du Territoire Paris Est Marne & Bois à 80.90 euros par agent et par mois pour le risque « santé » à compter du 1er janvier 2026.

## ARTICLE 4:

FIXE le montant de la participation financière du Territoire Paris Est Marne & Bois à 50 % de la cotisation mensuelle dû par agent et par mois pour le risque « prévoyance » à compter du 1er janvier 2026.

## **ARTICLE 5:**

VERSE les participations financières fixées à compter du 1er janvier 2026 :

- Aux fonctionnaires titulaires et stagiaires du Territoire Paris Est Marne & Bois, en position d'activité ou détachés auprès de celui-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet,
  Accusé de réception en préfecture
  094-200057941-20251016-DC2025-188-DE
  Date de télétransmission : 16/10/2025
  Date de télétransmission : 16/10/2025
  Date de télétransmission : 16/10/2025
  Date de télétransmission : 16/10/2025
- assimilé à une période d'activité.

Qui adhéreront aux contrats conclus dans le cadre du contrat collectif.

### **ARTICLE 6:**

DIT que les crédits et les subventions seront inscrits au budget principal.

AUTORISE Le Président à effectuer tout acte en conséquence.

### **ARTICLE 8:**

Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Territorial ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Le Président,

Olivier CAPITANIO

1 6 OCT, 2025

La présente délibération publiée le est exécutoire à la date du

en application des articles L5211-1 et L.2131-1 du C.G.C.T.

Champigny-sur-Marne, le